

Paris, le 17 novembre 2008

Prud'hommes 2008 : les pouvoirs publics bafouent la démocratie

Le 3 décembre prochain, plus de 18 millions de salarié-es sont appelé-es à voter pour les élections prud'homales. Celles-ci constituent un enjeu considérable pour les salarié-es, les prud'hommes restant souvent, surtout dans le contexte actuel, l'ultime recours pour faire reconnaître leurs droits. Mais ces élections sont aussi la seule échéance nationale dans le secteur privé qui permette d'évaluer l'audience des différentes organisations syndicales.

Grâce à la mobilisation des structures départementales (Solidaires locaux), avec le soutien des fédérations et syndicats nationaux et de leurs équipes locales, l'Union syndicale Solidaires a déposé 596 listes, soit près de 7000 candidats couvrant plus de 75% du corps électoral (multiplication par quatre du nombre de listes et par deux et demi de la couverture du corps électoral par rapport à 2002).

Celles-ci correspondent à :

- 91% des listes en Commerce (189), soit 4,5 fois plus qu'en 2002,
- 72% en Activités Diverses (149), soit 3,7 fois plus,
- 40% en Agriculture (70), soit 1,9 fois plus,
- 48% en Encadrement (100), soit 4,8 fois plus,
- 39% en Industrie (82), soit 4,3 fois plus.

Cette progression depuis 2002 ne laisse pas indifférents les pouvoirs publics puisque, au mépris une fois de plus de toute démocratie, le gouvernement a exclu l'Union syndicale Solidaires du financement public de la campagne électorale (4,32 millions d'euros répartis entre les organisations ayant recueilli près de 5% des voix en 2002) et que le CSA lui refuse l'accès à la campagne dans les médias audio et télévisuels.

L'Union syndicale Solidaires a mis en œuvre tous les recours administratifs et juridiques pour faire cesser ces discriminations. En ce sens, elle a saisi le Conseil d'Etat le 17 novembre.

Si le gouvernement pense que ses manipulations peuvent freiner la volonté des militant-es de l'Union syndicale Solidaires de peser dans le jeu électoral, il se trompe.

Ces atteintes à la démocratie confortent l'Union syndicale Solidaires dans sa détermination à défendre quotidiennement les droits et les revendications des salarié-es, des précaires, des chômeurs, à rechercher l'unité d'action pour transformer radicalement cette société qui enrichit toujours plus une minorité sur le dos du plus grand nombre.

Téléphone : 01 58 39 30 20 Télécopie : 01 43 67 62 14	contact@solidaires.org	www.solidaires.org
--	-------------------------------	---------------------------